

[Traduction]

QUESTIONS ORALES**L'AGRICULTURE**

LES INSTANCES DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE VISANT UNE AIDE AUX CULTIVATEURS DE L'OUEST—DEMANDE DE DÉBAT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, la Fédération canadienne de l'Agriculture a adressé aujourd'hui au ministre et à quatre de ses collègues un télégramme urgent, dans lequel elle signale les pertes de revenu désastreuses que les agriculteurs de l'Ouest subissent en ce moment et réclame instamment que le gouvernement fédéral prenne les dispositions voulues pour fournir une aide financière immédiate. Cela étant, le ministre peut-il dire à la Chambre de quelle manière le gouvernement compte répondre aux instances pressantes que renferme ce télégramme?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, apparemment le chef de l'opposition a reçu le télégramme avant moi; je ne l'ai pas encore vu.

Une voix: Allez voir dans votre bureau.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je suis scandalisé de voir que le ministre n'est pas au courant de ce qui se passe. Puis-je adresser ma question au premier ministre suppléant, cette fois, qui lui, tout au moins, doit être renseigné.

La Fédération canadienne des agriculteurs affirme que le gouvernement n'a pas répondu aux propositions qu'elle lui a soumises le 28 mai, il y a près de deux mois. Le ministre pourrait-il nous dire ce qui a été décidé au sujet de ces propositions du 28 mai dont il est fait mention dans le télégramme auquel j'ai fait allusion? Les propositions sont-elles toujours à l'étude et, si oui, quand une déclaration sera-t-elle faite à la Chambre?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition a tout à fait raison. Les propositions de la Fédération canadienne des agriculteurs sont encore à l'étude.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, en raison des circonstances, puis-je poser une question au jovial président du Conseil privé? Étant donné la situation révélée il y a quelques jours par le ministre de l'Industrie et du Commerce et mentionnée dans le télégramme de la Fédération canadienne des agriculteurs, et l'état d'urgence dans les Prairies, le président du Conseil privé consentirait-il maintenant à consulter les partis de l'opposition, afin que l'on s'arrange pour consacrer un des

jours prévus d'ici quelques jours à une étude spéciale de l'état d'urgence, à un moment où le ministre compétent sera présent à la Chambre?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit hier, je prendrai volontiers des dispositions pour que cette étude ait lieu dès que sera terminé le débat sur le Règlement. Si le député a quelque influence sur ses collègues, il pourrait les persuader de le faire aboutir.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, il est absurde, je crois, que nous ne puissions avoir un débat sur ce sujet important.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Si vous permettez, monsieur l'Orateur, je rencontrerai le ministre ici, demain soir, à dix heures.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? Comme on ne semble pas avoir fait de projets pour satisfaire aux demandes de la Fédération des agriculteurs, le premier ministre est-il disposé à rencontrer des représentants de cette organisation au cours de son voyage dans l'Ouest?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, sauf erreur, le premier ministre rencontrera des sociétés et des personnes qui font partie de la Fédération des agriculteurs. Le but principal de son voyage dans l'Ouest, toutefois, est de rencontrer les gens et non les groupes organisés.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il évite les gens.

M. Gleave: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement sait-il que l'Ouest du Canada comprend deux grandes associations agricoles: la Fédération des agriculteurs et le Syndicat national des cultivateurs?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne crois pas que la question supplémentaire soit recevable.

Le très hon. M. Diefenbaker: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme les membres du cabinet semblent penser que la situation actuelle dans l'Ouest peut être traitée à la légère et avec dédain...

L'hon. M. McIlraith: Rétractez-vous.

Le très hon. M. Diefenbaker: Vous êtes plus avisé que cela.

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. McIlraith: Retirez vos paroles.